

### ACTUALITÉ

Page 2

#### ■ En bref

Page 3

#### ■ La semaine fiscale

Annabelle Pando

**Les actifs numériques entrent dans le Code général des impôts**

### DOCTRINE

Page 5

#### ■ Droits européen et de l'UE

Florence Chaltiel

**Actualité du droit public des affaires (À propos du droit européen de la concurrence)**

Page 15

#### ■ Bioéthique

Bernard Perbal

**La nécessaire requalification juridique des données et informations génétiques**

### CULTURE

Page 22

#### ■ Ventes publiques

Bertrand Galimard Flavigny

**David Teniers, tel qu'il était**

## DOCTRINE

### Droits européen et de l'UE

### Actualité du droit public des affaires (À propos du droit européen de la concurrence) <sup>144a5</sup>

Florence CHALTIEL, professeure de droit public, IEP Grenoble

Le droit européen de la concurrence a été pensé aux débuts de la construction, alors dite communautaire. Celle-ci ne comportait qu'un nombre limité d'États membres et l'objectif essentiel de la politique européenne de la concurrence était de favoriser un cercle vertueux de concurrence au bénéfice des consommateurs, et, pour ce faire, d'éviter les concentrations, ententes et abus de positions dominantes entre entreprises ainsi que les aides d'État. Depuis lors, le marché unique s'est construit, et, même imparfait, il est une réalisation de l'Union européenne, elle-même agrandie depuis ses origines, comportant désormais 28 membres si l'on inclut encore le Royaume-Uni. La question se pose, au regard de décisions récentes dans ce domaine, du bien-fondé de règles conçues dans un contexte qui a profondément évolué dans un cadre mondialisé.

Deux décisions au plus haut niveau de décideurs publics ont fait un grand bruit médiatique et juridique. Le refus annoncé par la Commission européenne de la fusion proposée par les entreprises Siemens et Alstom est l'une de ces décisions qui a conduit les responsables politiques français à mettre en cause, publiquement et sèchement, une Commission européenne jugée archaïque sur ce sujet. La deuxième décision est celle du gouvernement néerlandais d'acheter des parts d'Air France sans concertation préalable avec le gouvernement français. Cette deuxième décision a aussi fait réagir vivement le gouver-

nement français, le ministre de l'Économie et des Finances stigmatisant une opération inamicale. Ces deux événements sont le signe indéniable de mutations dans les conceptions de l'action publique économique, au niveau national et européen.

L'Union européenne est au cœur de ces réflexions. De manière symétrique, la notion de souveraineté est centrale. Souveraineté des États et susceptibilité des États, mais pas seulement, se concilient de plus en plus avec l'idée d'une souveraineté européenne défendue par le président français Emmanuel Macron.

KIOSQUE  
Lextenso

Votre revue OFFERTE  
sur tous vos écrans

Suite en p. 5

Édition quotidienne des Journaux Judiciaires Associés

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces@petites-affiches.com  
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris  
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

 Gazette du Palais

annonceslegales@gazette-du-palais.com  
12, place Dauphine - 75001 Paris  
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le  
Quotidien  
Juridique

annonces@le-quotidien-juridique.com  
12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris  
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

La Loi  
ARCHIVES COMMERCIALES DE LA FRANCE

loiannonce@lalo.com  
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris  
Tél. : 01 42 34 52 34